

soit au Moyen-Orient, en Afghanistan, en Afrique australe ou peut-être, à l'avenir, en Amérique centrale. Les Canadiens voient avec beaucoup de satisfaction ce nouvel état de choses, car ils ont toujours eu confiance en l'ONU et ont toujours appuyé ses objectifs, non par idéalisme, mais pour la simple raison pratique que l'ONU peut être efficace, comme elle l'a souvent prouvé. Cette évolution confirme également notre ferme conviction que l'ONU, en tant qu'institution, doit jouer un rôle central dans tout règlement du problème cambodgien. Il est encore une autre raison de croire que de nouvelles attitudes peuvent se faire jour au cours du processus de recherche de la paix au Cambodge. L'Asie du Sud-Est est aujourd'hui, pour l'essentiel, une zone d'espoir dont la prospérité fait des progrès remarquables. Les pays de l'ASEAN coopèrent à tous les niveaux et sont devenus, à titre collectif et individuel, d'importants intervenants sur la scène internationale. La région de l'Asie du Sud-Est, toujours riche de ressources humaines et matérielles, se signale désormais par des entreprises et des réalisations à l'échelle mondiale. Il est à coup sûr temps d'associer l'Indochine dans son ensemble à ce remarquable succès et de permettre aux talents et aux ressources des pays de cette région de renforcer la réussite de l'Asie du Sud-Est.

Quels que soient nos espoirs et nos attentes d'un meilleur avenir pour le Cambodge, nous ne pouvons rester aveugles à la réalité. Malheureusement, il existe aussi des raisons de faire preuve, sinon de pessimisme, du moins d'un réalisme très lucide. La situation au Cambodge, extraordinairement complexe, est marquée par de profondes divisions, de la méfiance et de la peur. Surmonter ces problèmes ne sera pas tâche facile. Cela pourrait même, hélas, se révéler impossible, à moins que les parties cambodgiennes ne soient disposées et aptes à trouver un terrain d'entente. Les résultats des discussions qu'elles ont eues avant la présente Conférence ne sont pas encourageants à cet égard, si l'on met à part le symbole d'espoir que représente leur présence ensemble à cette table.

Pour sa part, le Canada estime qu'au moment de se lancer sur ces eaux agitées il est nécessaire de régler sa course sur certains points fixes.

Premièrement, le Canada est d'avis que cette conférence doit ouvrir la voie à un règlement global, concernant les éléments internes aussi bien qu'externes, et permettre l'organisation d'élections réellement démocratiques. Selon nous, les aspects externes et internes du problème sont inséparables. En juger autrement mènerait à l'échec. Ce